



12 juin 2009

PCF *APRÈS LES EUROPÉENNES,*

LES POSSIBILITÉS SONT TOUJOURS AUSSI GRANDES DE METTRE EN ÉCHEC LA POLITIQUE DU POUVOIR SARKOZYSTE

Le gouvernement tente d'exploiter le résultat des élections européennes pour légitimer la poursuite de ses réformes antisociales et leur aggravation. C'est de bonne guerre mais le scrutin du 7 juin a exprimé le contraire et confirmé l'opposition massive du pays à cette politique, de même que le développement des luttes (industrie, hôpital, EDF-GDF...) ne s'est pas démenti pendant la campagne électorale.

Moins de 1 électeur sur 9 a voté pour l'UMP, 10,83% des inscrits exactement. Davantage de salariés ont fait grève et manifesté depuis le début de l'année que le parti du pouvoir ne compte d'électeurs. Le soutien aux luttes est largement majoritaire et se renforce : plus de 75% au mouvement pour l'hôpital public, contre la loi Bachelot.

L'abstention massive, 6 électeurs sur 10, davantage encore parmi les jeunes, les ouvriers et les employés a une signification politique forte. Elle prolonge le NON référendum de 2005 (obtenu avec plus 70% de participation). Elle confirme le rejet de l'Union européenne, de ses traités, de ses directives et règlements au service du patronat et des capitalistes. **Le Traité de Lisbonne, adopté dans le dos du peuple, n'a aucune légitimité pour servir de prétexte et d'instrument à la politique de casse économique et sociale du gouvernement.**

Pour autant, la question primordiale demeure : qu'est-ce qui permet au pouvoir sarkozyste de nourrir de nouvelles prétentions (nouvelles attaques contre les retraites, le statut des salariés et la fonction publique...) ? Sur quoi bute le mouvement social ?

La perspective politique ne peut pas résider dans celle d'une nouvelle alternance en 2012. Le scrutin le confirme aussi.

Le PS connaît un lourd désaveu électoral (recul de 11% sur 2004 et sur les cantonales de 2008). Sa posture d'opposant n'arrive plus à convaincre, même par défaut. Fervent défenseur du Oui en 2005 puis de Lisbonne, il n'affronte pas sur le fond les contre-réformes du gouvernement. En période de crise du capitalisme, l'option sociale-démocrate

d'aménagement du capitalisme perd encore plus de crédibilité.

Les élections européennes ont à nouveau apporté un démenti à ceux qui rêvent de la disparition du PCF. Ceci dit, la stratégie du « Front de gauche » avec des dissidents du PS, en effaçant à nouveau l'image de notre parti n'a pas permis d'améliorer son résultat de 2004 (6%), malgré le contexte de luttes. Elle a brouillé son identité et ses positions, notamment contre l'UE et le rassemblement à « gauche ».

L'aspiration à l'unité de ceux qui luttent, face à la cohérence de la politique au service du capital est très forte. La puissance des journées de grèves et de manifestations des 29 janvier et 19 mars l'a montré. Mais comment passer de la juxtaposition des luttes à leur convergence, à l'addition des forces, dans un mouvement solide, déterminé et continu sur des revendications précises, pour commencer à mettre en échec tout de suite le gouvernement ? Cet objectif de rassemblement devra dépasser les compromis de l'unité syndicale.

Pour nous, dans la période, c'est là que se situent la perspective d'alternative politique et l'urgence alors que le Medef poursuit le démantèlement de l'appareil productif (180.000 chômeurs encore en plus en trois mois !).

Nous mettons nos analyses, nos propositions, nos actions et nos organisations dans les entreprises et les quartiers au service de la contre-offensive politique et idéologique.

C'est la raison d'être de notre parti le PCF. Nous vous appelons à vous saisir de son utilité, à venir le renforcer.

Les communistes qui vous distribuent ce tract, de plusieurs cellules, sections et fédérations du PCF, ont participé à la constitution d'un réseau, au sein de leur parti, dénommé « Faire vivre et renforcer le PCF ». Ils refusent tout processus d'effacement ou de dilution de leur parti et de son identité, outil indispensable pour dégager une perspective politique de rupture avec la politique au service du capital. Au contraire, ils entendent réaffirmer l'actualité des fondamentaux théoriques, marxistes, du PCF, l'importance cruciale de l'organisation communiste dans la lutte des classes. Et participer à revitaliser leur parti, ses organisations de bases, cellules, sections dans les quartiers et les entreprises.

Adhérez au PCF ! Faites le choix de la lutte!

pour rompre avec la politique du capital.

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>
<http://vivelepcf.over-blog.fr/>